



CONVENTION VILLE/PAROISSE CONSOMMATION ÉLECTRIQUE ET ENTRETIEN COURANT DE L'ÉGLISE ABBATIALE

La commune de MONTIVILLIERS, représentée par son Maire Jérôme Dubost, conformément à la délégation qui lui a été consentie par le Conseil Municipal en date le 04 juillet 2022 et désignée sous l'appellation de la « commune », d'une part,

désigné ci-après « propriétaire »

Et :

La Paroisse Saint-Philibert de la Lézarde, représentée par le Père Alfred MUSANGWA, affectataire de l'église abbatiale Saint-Sauveur, en application de l'article 13 de la loi du 9 décembre 1905,

Ci-après dénommée « **l'affectataire** »,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Préambule :

La Ville de Montivilliers intervient au sein de l'église abbatiale Saint-Sauveur, située Place François Mitterrand à MONTIVILLIERS, dans le cadre d'actions auprès des publics (concerts, manifestations culturelles, ateliers scolaires et visites guidées).

Conformément à la loi du 9 décembre 1905 et à la circulaire du 29 juillet 2011, la présente convention a pour objet de définir les modalités d'utilisation partagée de l'édifice entre l'affectataire, gardien du lieu de culte, et la commune, en sa qualité de propriétaire.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de formaliser les engagements réciproques entre le propriétaire et l'affectataire concernant :

- L'usage de l'église abbatiale pour des activités à caractère culturel et patrimonial,
- La participation du propriétaire à certaines charges afférentes à l'usage de l'édifice,
- La valorisation des moyens humains mis en œuvre par l'affectataire pour le bon fonctionnement de l'église dans le cadre d'un usage partagé.

Article 2 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée d'un (1) an, à compter du **1er janvier 2025**.

Elle pourra être reconduite tacitement ou faire l'objet d'un avenant.

Article 3 : Consommation électrique

Considérant :

- Que l'abonnement EDF et la consommation de l'église sont établis au nom de l'affectataire, qui règle l'ensemble des factures,
- Que certaines utilisations liées aux activités publiques de la commune (concerts, visites...) contribuent à cette consommation,

Il est convenu ce qui suit :

1. Remboursement annuel

L'affectataire adressera au propriétaire, au plus tard le **31 mai** de chaque année, une demande de remboursement pour la période du **1er janvier au 31 décembre** de l'année précédente, sur la base :

- Du relevé des sous-compteurs « concerts et animations »,
- Éclairage intérieur affecté aux activités publiques (LED sur panneaux touristiques et transept Sud), calculé selon la puissance installée et le tarif du kWh mentionné sur la facture EDF,
- Un forfait complémentaire de **30 heures d'alimentation électrique** (prises diverses, oublis d'extinction), basé sur le tarif du kWh annuel.

2. Tarif applicable

Le tarif moyen du kWh, incluant la part d'abonnement, sera actualisé chaque année selon la grille tarifaire du fournisseur.

3. Période concernée

Le remboursement couvre les consommations de l'année N-1. Le versement pourra intervenir après réception des justificatifs

Article 4 : Valorisation des moyens humains mis en œuvre par l'affectataire

Le propriétaire reconnaît l'engagement de l'affectataire dans la gestion courante de l'église abbatiale et souhaite valoriser ces contributions dans le cadre d'un usage partagé, à savoir :

- Service de nettoyage régulier de l'édifice,
- Ouverture et fermeture quotidienne du site,
- Fleurissement de l'autel, du chœur et des retables.

Ces actions profitant également aux activités de la commune, il est attribué une compensation annuelle forfaitaire comme suit :

Domaine d'intervention	Montant TTC
Nettoyage de l'édifice	200,00 €
Ouverture et fermeture du site	200,00 €
Fleurissement intérieur	200,00 €
Total annuel	600,00 €

Ces montants sont considérés comme la contrepartie de services d'intérêt général et non comme une subvention à une activité culturelle, conformément à la jurisprudence et à la loi du 9 décembre 1905.

Article 5 : Résiliation

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de trois mois.

Article 6 : Dispositions générales

La présente convention respecte les principes de neutralité et de laïcité des services publics.
Elle ne porte atteinte ni à la destination culturelle du bâtiment ni à la liberté de culte.